

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON
ut-83.dreal.paca@developpement-durable.gouv.fr

Toulon, le 23 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

publié sur 

COMMUNAUTE COMMUNES VALLEE DU GAPEAU

Chemin de l'UBAC
83260 La Crau

Références : D-UD83-2025-0598

Code AIOT : 0006406440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement COMMUNAUTE COMMUNES VALLEE DU GAPEAU implanté Chemin de l'UBAC 83260 La Crau.

Suite à la visite réalisée en 2024 des actions correctives avait été demandées par l'inspection des installations classées.

La présente visite a pour objet de vérifier la correction effective des non conformités mineures constatées précédemment.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE COMMUNES VALLEE DU GAPEAU
- Chemin de l'UBAC 83260 La Crau
- Code AIOT : 0006406440 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site est une installation de compostage de déchets et de boues de station d'épuration , il est soumis aux rubriques 2791-1 et 2780-2-a pour le régime de l'autorisation.

Le site est situé à proximité de la station d'épuration. De ce fait, l'acheminement des boues de la station d'épuration est opéré par une canalisation qui débouche directement sur la plateforme de compostage (=aires fermées).

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	---	--	-----------------------

			inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	l'issue de la présente inspection (1)	
2	REJET DANS UNE STATION D'EPURATION COLLECTIVE	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 Mois
4	PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 4.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 7.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
3	CONCENTRATION MAXIMALE DES REJETS	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 9.2.2.1	Demande d'action corrective	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les actions correctives demandées suites à la précédente inspection ont été réalisés ou sont en cours de réalisation.

Le site a déposé un porté à connaissance afin de mettre à jour la situation administrative de l'établissement : l'exploitant ne souhaite plus relever de la rubrique 2791 sous le régime de l'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels Plan et équipement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 04/04/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 et qui seront affichés à l'entrée de l'établissement ;
- des extincteurs seront installés à l'intérieur des locaux en fonction des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles.


La défense extérieure contre l'incendie est assurée par 2 poteaux incendie de 100 mm de diamètre normalisés NFS 61.213 et 62.200, dont un au moins devra être implanté à proximité de l'aire de stockage des déchets verts et du compost.

Ces 2 poteaux devront pouvoir fonctionner en simultané, en assurant un débit minimum de 120 m³/h pendant 2 heures.

Ces moyens d'intervention sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche, ils sont repérés et facilement accessibles. Ils font l'objet de vérifications périodiques (à minima une fois par an) par un organisme compétent dont le suivi est consigné dans un registre et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.	L'ensemble du personnel travaillant sur site est équipée de téléphone portable professionnel. Ces derniers peuvent être utilisés pour alerter, si nécessaire, les services d'incendie et de secours. Il y a également un téléphone fixe sur le site.
Plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 et qui seront affichés à l'entrée de l'établissement	Le plan présent à l'entrée du site précise les risques pour chaque zone de l'installation et notamment ceux liés à la présence des déchets verts en stock. Le volume maximal de déchet susceptibles d'être présent dans l'installation est également précisé. Les poteaux incendies sont localisés sur le plan.
Extincteurs	Quantité : 18, répartis sur tout le site Dernière vérification : 07/11/2025

Poteau incendie	Deux poteaux incendie référencés « CRU 3217 » et « CRU 2714 » sont présents sur le site, dont un à proximité de la zone de stockage des déchets verts (« CRU 2714 »). Dernière vérification simultanée : 04/06/2025 Les poteaux ont été contrôlés en simultanés et sont conformes
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :	
Respect de la prescription : 	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 2 : REJET DANS UNE STATION D'EPURATION COLLECTIVE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques Rejet d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 04/04/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites ci dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : eaux pluviales susceptibles d'être souillées, eaux industrielles, eaux sanitaires. Le débit maximum autorisé :

Volume journalier maxi (temps sec) : 50 m3/jour

Paramètre et concentration sur prélèvements de 24h:

MES = 600 mg/L flux max = 30kg / j

DBO5= 800 mg/L flux max = 40kg / j

DCO = 2000 mg/L flux max = 100kg / j

Azote Total (NTK) = 150 mg/L flux max = 7.5kg / j

Phosphore total = 50mg/L flux max = 2.5kg / j

HCT= 10 mg/L

Constats :

L'exploitant dispose d'une convention de rejet avec la station d'épuration voisine. Cette dernière, transmise par courrier le 13/01/2025, impose les valeurs limites d'émission suivantes :

Paramètres	Limites	Flux journaliers maximums	Fréquence de mesure
Températures	30°C	-	Continue
pH	2-9	-	Continue
Conductivité	-	-	Continue
DBO5	2000 mg/L	50 kg/j	Mensuel
DCO	6000 mg/L	150 kg/j	Mensuel
MES	1300 mg/L	65 kg/j	Mensuel
NTK	22000 mg/L	120 kg/j	Mensuel
Pt (phosphore total)	50 mg/L	2,5 kg/j	Mensuel
Hydrocarbures totaux	10 mg/L si le rejet dépasse 100 g/j	10 kg/j	Mensuel

Les dernières analyses ont été réalisées le 19/11/2025 mais les résultats n'ont pas encore été transmis à l'exploitant.

Les derniers résultats versés dans GIDAF sont ceux de septembre 2025, ce sont les suivants :

Paramètres	Résultats	Flux journaliers maximums	Conformité
Températures	23,3	-	conforme
pH	7,7	-	conforme
Conductivité	-	-	-
DBO5	6	0,2268 kg/mois <50 kg/j	conforme
DCO	489	18,4842 kg/mois <150kg/j	conforme
MES	32	1,2096 kg/mois <65 kg/mois	conforme
NTK	953,4	36,038520 kg/j	conforme
Pt	4,15	0,1569 kg/mois<2,5 kg/j	conforme
Indice hydrocarbure	0,1	Débit de rejet GIDAF= 37,8 m3/j donc le flux est de 0,003780 kg/j	conforme

Les analyses réalisées en octobre ont été transmises lors de l'inspection mais les résultats n'ont pas encore été versés sur GIDAF.

Le compte rendu d'analyse ne fait pas apparaître les flux de rejet ni le pH. Le flux est déterminé sur GIDAF à partir du débit de rejet mesuré le jour des prélèvements et le pH est mesuré quotidiennement dans le cadre de l'autosurveillance.

Les concentrations en Azote déclarées sur GIDAF sont les concentrations en Azote global et non le NTK. Ce paramètre est déterminé dans le rapport d'analyse est le flux massique ci dessus a été calculé à partir du débit de rejet déclaré.

Le paramètre présent dans le rapport d'analyse est le paramètre « indice hydrocarbure » dont le code SANDRE, transmis par l'exploitant, est le 3319. Les fractions d'hydrocarbures analysés sont donc les fractions C10-C40 et ce qui n'inclue pas la fraction C5-C10 .

Le code SANDRE généralement utilisé pour référencé les hydrocarbures totaux est le 7009. Cette analyse vise l'ensemble des fractions C5-C40. Cependant, la convention de rejet ne précise pas le code SANDRE du paramètre hydrocarbure à analyser, donc, afin de déterminer la validité des analyses réalisées, l'exploitant devra s'assurer soit de la conformité du paramètre « indice hydrocarbure » vis-à-vis des critères de traitement de la station d'épuration, soit de mesurer l'ensemble des fractions d'hydrocarbure (C5-C40).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, de :

- verser les deniers résultats d'analyse sur GIDAF, une fois que le cadre aura été mis à jour. Les flux massiques devront être exprimés en kg/j .
- vérifier la conformité du paramètre « indice hydrocarbure », et le cas échéant, apporter les

corrections nécessaires pour que les paramètres mesurés dans les rejets soient conformes à ceux déterminés dans la convention de rejet avec la station d'épuration.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 3 : CONCENTRATION MAXIMALE DES REJETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 9.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 04/04/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessous, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24h, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre:

Volume : continu

T°: Continu

pH: Continu

MES: mensuelle

DBO5: mensuelle

DCO: mensuelle

Azote Total: mensuelle

Phosphore Total : mensuelle

Constats :

Les mesures de température, pH et débit sont réalisées quotidiennement.

Les analyses mensuelles transmises font apparaître les paramètres suivants :

- MES
- DBO5
- DCO
- Azote global
- Phosphore total

D'après les rapports d'analyse les prélèvements sont réalisés sur 24h

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 4.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques Isolement avec les milieux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 04/04/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Il est prévu un bassin de confinement de 350 m³ susceptible de recevoir les eaux de ruissellements pollués.

Ce bassin est destiné à confiner ces eaux en cas de pollution accidentelle (notamment si incendie). A cet effet il est isolable (pour permettre la reprise des eaux ainsi confinées) et by-passable (by-pass en situation normale) par

l'intermédiaire de vannes.

Ce bassin sera situé en contrebas de la plate-forme de compostage au nord, à proximité de l'accès du site. Il est situé en dehors de la zone inondable. Par sécurité ce bassin sera clôturé.

Constats :

Le site est équipé d'une vanne guillotine en amont du bassin de rétention. Lors de l'inspection, le séparateur d'hydrocarbures était en cours de remplacement et les travaux ont nécessité le déplacement de la vanne guillotine, **celle-ci n'était donc pas signalisée.**

Lors de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de consigne d'entretien préventif et de mise en fonctionnement .

À la suite de la dernière inspection, l'exploitant a fait un relevé du volume du bassin de rétention disponible sous la surverse. Le relevé présentant un résultat de 280 m³ inférieurs au 350 m³ prescrits par l'arrêté préfectoral, des travaux ont été entrepris afin d'agrandir le bassin.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a transmis les éléments suivants pour justifier du volume nouvellement disponible dans le bassin de rétention : 363,099 m³ sont disponibles.

Les travaux d'étanchéité de l'agrandissement du bassin n'étaient pas terminés lors de l'inspection et les barrières entourant le bassin ont été supprimées pour faciliter les interventions liées au chantier. Il a été demandé à l'exploitant de mettre en place une signalisation autour du bassin en attendant la fin des travaux prévus en fin de semaine 51.

Par mail du 19/12/2025 l'exploitant a transmis une photo du bassin de rétention étanchéifié et clôturé.

Le bassin est situé en point bas de site et l'exploitant a indiqué que le système de vanne permettait de by-passer le bassin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous 1 mois, de :

- réaliser une consigne d'entretien et de fonctionnement de la vanne guillotine
- signaler la vanne guillotine

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois